

2509753

**SPHERE**

**Société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros**  
**Siège social : 37, Rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS**  
**401 600 218 RCS PARIS**

greffe du tribunal de  
commerce de Paris  
I M R

29 MAI 2007

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 11 MAI 2007**

Le onze mai deux mille sept, à onze heures,

Les associés de la société **SPHERE** se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social de la société **SOTRADEL**, ZI les communaux 01600 REYRIEUX, sur convocation faite selon les modalités légales et statutaires.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associé participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par **Monsieur Noël COMTE**, en sa qualité de Président de la Société.

**Monsieur Olivier JOURNET** est désigné comme secrétaire.

**Monsieur Michel WALTENER**, Commissaire aux Comptes de la Société, régulièrement convoqué, est présent.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou ayant donné pouvoir possèdent 5000 sur les 5000 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée Générale, réunissant la totalité des actions, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,
- l'avis de réception et une copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Président,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social depuis la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

M  
J

## ORDRE DU JOUR

- *Lecture du rapport du Président,*
- *Transfert du siège social de la Société,*
- *Modification corrélative des statuts,*
- *Résiliation de convention d'occupation précaire,*
- *Questions diverses,*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président indiquant les motifs du transfert du siège social de la Société et la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de transférer le siège social du 37, Rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS à **TOUR DE L'HORLOGE-4 place Louis Armand 75603 Paris Cedex 12**, et ce à compter rétroactivement du 20 avril 2007.

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 4 des statuts de la manière suivante :

#### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

"Le siège social est fixé : **TOUR DE L'HORLOGE-4 place Louis Armand 75603 Paris Cedex 12**".

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale se prononce favorablement sur le principe de la résiliation de la convention d'occupation précaire consentie à notre société par la société SAFI, locataire principale, concernant les locaux sis 37, rue de la grange aux belles 75010 PARIS, et ce, sans indemnité de part ni d'autre.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés observation faite que les associés intéressés n'ont pas pris part au vote.

### TROISIEME RESOLUTION

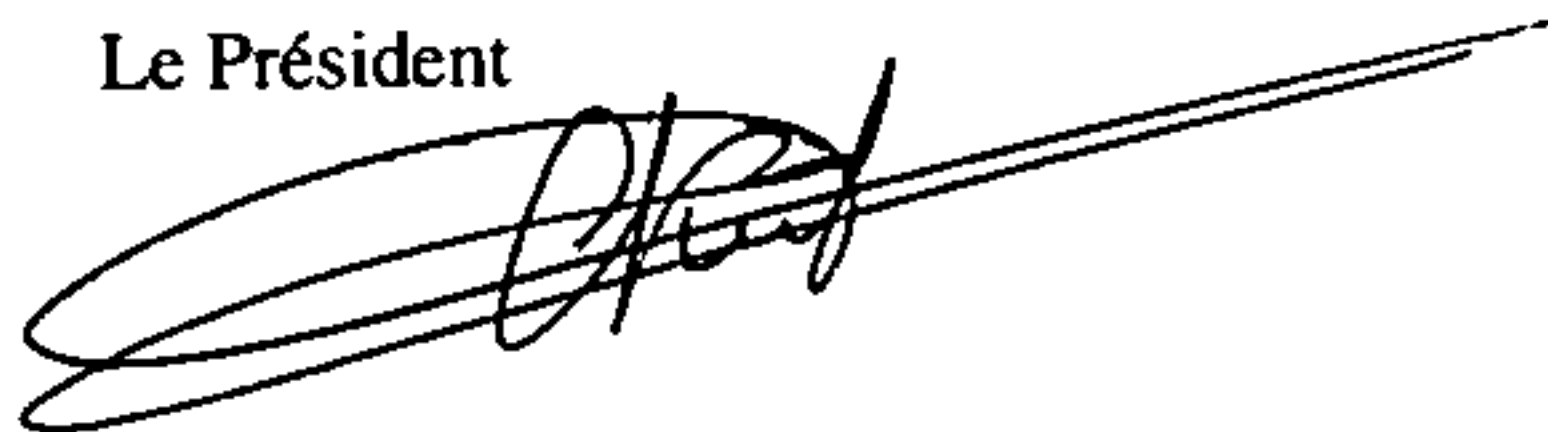
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

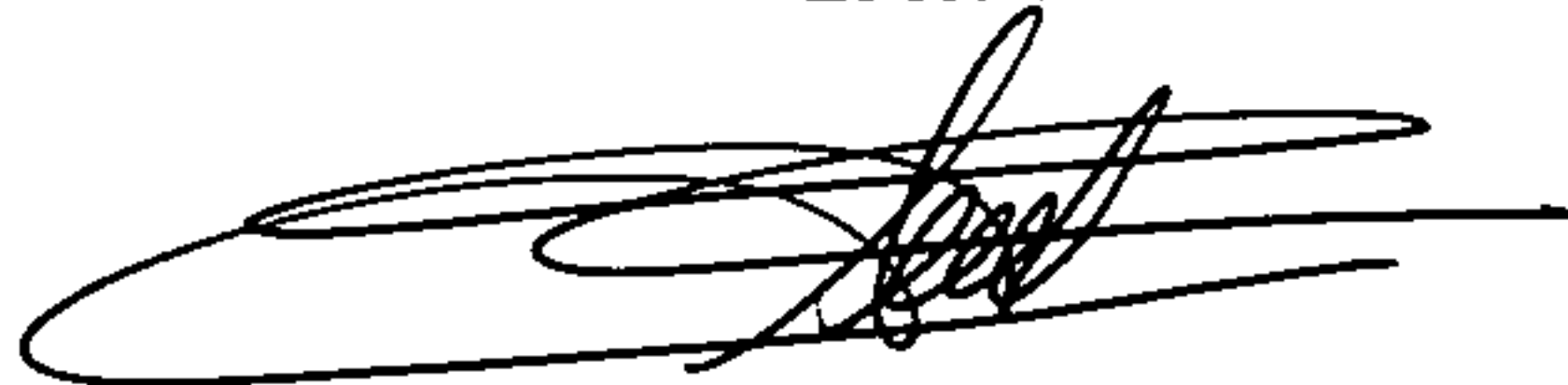
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président



Le secrétaire



# **S P H E R E**

**S.A.S au capital de 500.000 Euros**

**Siège social : TOUR DE L'HORLOGE-  
4 place Louis Armand  
75603 Paris Cedex 12**

**401 600 218 R.C. S Paris**

---

**STATUTS A JOUR**

**SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**EN DATE DU 11 MAI 2007**

**SUITE A TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL**

---

# S T A T U T S

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> Forme**

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après, une Société par Actions Simplifiée (S.A.S.) qui sera régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

La société ne peut en aucun cas faire publiquement appel à l'épargne.

## **ARTICLE 2 – Objet**

La société a pour objet directement ou indirectement, dans tous pays,

- l'acquisition, la gestion de toutes valeurs mobilières;
- la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, immobilières et financières;
- l'assistance financière, administrative et commerciale de ses participations et filiales,
- et d'une manière générale, toutes opérations mobilières, immobilières et financières quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

## **ARTICLE 3 – Dénomination**

La dénomination de la société est :

**S P H E R E**

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du lieu et le numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

## **ARTICLE 4 – Siège social**

Le siège social est fixé :

**TOUR DE L'HORLOGE-4 place Louls Armand 75603 Paris Cedex 12**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du président et en tout autre lieu par décision ordinaire des Actionnaires.

NR

**ARTICLE 5 – Durée**

La société a une durée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, de QUATRE VINGT DIX NEUF années, à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, qui expirera le 7 Juillet 2094

**ARTICLE 6 – Apports**

Lors de la constitution de la société,  
le capital originaire a été fixé à la somme de  
DIX MILLE Francs, ci...  
montants des apports en numéraire.

500.000 F.

L'assemblée générale extraordinaire du 20/02/01  
à décidé d'augmenter le capital d'une somme de  
DEUX MILLIONS CENT VINGT TROIS MILLE  
HUIT CENT VINGT HUIT FRANCS ci...  
par incorporation de réserves le portant  
ainsi à la somme de ...

2.123.828 F.

-----  
2.623.828 F.

=====

Montant converti EN EUROS par l'assemblée précitée du 22 Février 2001

Par assemblée générale extraordinaire du **25 avril 2003** le capital a été augmenté d'une somme de 100 000 euros prélevée à concurrence de 90 979,60 euros sur la réserve à capitaliser (article 219 IF du CGI), et à concurrence de 9 020,40 euros sur la réserve facultative. LE CAPITAL RESSORT A 500 000 EUROS

**Article 7 - Capital social**

Le capital social est fixé à **CINQ CENT MILLE euros** (500 000 euros).

Il est divisé en 5000 actions de CENT (100) euros chacune.

Les actions sont toutes de même catégorie et intégralement libérées.

Le capital peut être augmenté ou réduit. ”

**ARTICLE 8 – Modification du capital social.**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 20 ci-après.

**ARTICLE 9 – Libération des actions**

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement immédiat

**ARTICLE 10 – Formes des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

N2



A la demande de l'Actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

### **ARTICLE 11 – Indivisibilité des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

### **ARTICLE 12 – Cession et transmission des actions**

Toute cession d'actions est soumise à l'agrément préalable de la société.

A cet effet, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et domicile du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert est notifiée par le cédant à la société.

Le président statue, au plus tard avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter du jour de la notification de la demande, sur l'agrément du cessionnaire proposé.

Sa décision n'est pas motivée. Elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si le Président n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la demande, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le Président est tenu dans un délai de deux mois à compter de la notification du refus de faire acquérir les actions, soit par un Actionnaire ou un tiers, soit avec le consentement du cédant par la société en vue d'une réduction du capital social, à moins que le cédant ne notifie à la société dans les quinze jours de ce délai le retrait de sa demande.

L'acquisition, si elle est réalisée, a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions fixées par l'article 1843 alinéa 4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de deux mois imparti ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toutefois ce délai peut être prorogé par décision de justice à la demande de la société.

Les clauses du présent article ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Toute cession effectuée en violation des clauses du présent article est nulle.

### **ARTICLE 13 - Droits et obligations attachés aux actions.**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

112

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

#### **ARTICLE 14 – Président**

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président n'a pas l'obligation d'être Actionnaire de la société .

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est de TROIS ans. Ses fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président est de 80 ans.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant plus de trois mois, il est pourvu à son remplacement par les actionnaires statuant en assemblée générale ordinaire. Le président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale ordinaire, statuant aux conditions de majorité et de quorum énoncées à l'article 21

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Indépendamment du pouvoir de représentation de la société, le président a également les pouvoirs de direction générale.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

#### **ARTICLE 15 – Directeur Général**

Sur la proposition du président, les Actionnaires, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un directeur général, personne physique ou morale.

Le directeur général n'a pas l'obligation d'être Actionnaire.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminés par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale ordinaire des actionnaire statuant aux conditions de majorité et de quorum énoncées à l'article 21 ou par le président.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions du directeur général est de 65 ans.

En cas de démission, décès ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

N3

### **ARTICLE 16 – Rémunération du président et du directeur général**

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

### **ARTICLE 17 – Comité exécutif**

Le Président peut créer un comité exécutif.

Ce comité sera constitué par le Président et une ou plusieurs personnes physiques, lesquelles auront l'obligation d'être un associé personne physique ou le représentant permanent d'un associé personne morale, étant précisé que le directeur général est membre de droit et de ce comité

Ce comité aura un rôle consultatif sur les orientations de la politique d'investissement, de développement.

### **ARTICLE 18 – Conventions entre la société et les dirigeants**

Le président et les dirigeants doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans un délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions, et soumettre celles-ci à l'approbation des actionnaires.

Le commissaire aux comptes présente, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée des actionnaires qui statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement, pour le président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article 106 de la loi de 24 juillet 1966 s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

### **ARTICLE 19 – Décisions des Actionnaires**

Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des Actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication – vidéo, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Sont prises en assemblée, les décisions relatives à :

- .l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital,
- .la fusion, la scission, la dissolution, la transformation de la société,
- .la nomination des commissaires aux comptes,
- .l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats,
- .l'extension ou la modification de l'objet social,
- .la révocation du président,
- .la détermination de la rémunération du président et du directeur général,
- .les modifications statutaires.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est en outre de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant les 2/3 du capital social.

*nc*



L'Assemblée est convoquée par le président.

Toutefois, en cas de carence ou de décès du président, les actionnaires représentant les 2/3 du capital social seront habilités à convoquer une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

L'Assemblée se réunit au siège social ou en tout autre lieu figurant dans les avis de convocation.

La convocation est faite par tous moyens dix jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour, lequel est établi par l'auteur de la convocation.

En cas de décès du Président, le délai entre la date de convocation et la tenue de la réunion est réduit à un jour au mois.

L'Assemblée est présidée par le Président, à défaut l'assemblée élit son Président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président.

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun d'eux, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de cinq jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de 5 jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

#### **ARTICLE 20 – Décisions Extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, la transformation de la société et généralement toutes modifications statutaires.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant droit de vote.

#### **ARTICLE 21 – Décisions ordinaires**

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

L'Assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent le quart des actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

#### **ARTICLE 22 – Information des Actionnaires**

Toute consultation des actionnaires doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents ou informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation.

### **ARTICLE 23 – Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leurs sont attribués par la loi auprès du président.

### **ARTICLE 24 – Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> juillet et finit le 30 juin.

### **ARTICLE 25 – Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de Commerce. Il établit un rapport de gestion écrit.

Ce rapport de gestion expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matières de recherche et de développement.

Les documents ainsi établis sont communiqués au commissaire aux comptes. Lorsque des modifications interviennent dans la présentation des comptes annuels, comme dans les méthodes d'évaluation retenues, elles sont signalées dans le rapport de gestion et dans le rapport du commissaire aux comptes.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation dans le délai fixé par décision de justice.

### **ARTICLE 26 - Contrôle des comptes**

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou titulaires pour la même durée.

Le contrôle de la société est exercé conformément aux articles 218 à 235 de la loi du 24 juillet 1966 et 186 à 195 du décret du 23 mars 1967, étant précisé que les obligations incombant aux dirigeants et au conseil d'administration des sociétés anonymes à l'égard des commissaires aux comptes sont exercées par le Président et le Directeur Général s'il en existe un.

### **ARTICLE 27 – Fixation – Affectation et répartition des bénéfices**

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux, et autres charges de la société, amortissements et provisions, constituent les bénéfices ou les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice disponible.

*NR*

L'Assemblée Générale a la faculté de reporter à nouveau ce bénéfice ou de l'affecter en totalité, ou en partie, à la dotation de tous fonds de réserves, y compris la réserve légale.

Elle peut également prélever sur ce bénéfice, un dividende aux actionnaires.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque l'actif net est ou deviendrait, à la suite de celle-ci, inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

#### **ARTICLE 28 – Mise en paiement des dividendes**

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

#### **ARTICLE 29 – Transformation**

La société peut se transformer en une société d'une autre forme, en conformité des règles édictées par la loi selon la forme que doit adopter la société.

#### **ARTICLE 29 – Perte de la moitié du capital**

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les Actionnaires à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des actionnaires tendant à dissoudre la société venait à recevoir l'approbation de la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

#### **ARTICLE 30 – Dissolution anticipée**

En dehors du cas visé à l'article 29, la dissolution anticipée de la société peut être décidée par décision collective des actionnaires statuant à l'unanimité.

#### **ARTICLE 31 – Liquidation**

Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne sa liquidation.

La décision collective des Actionnaires règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

Les Actionnaires sont consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat ainsi que pour constater la clôture de la liquidation.

La décision des Actionnaires est prise à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

12

**ARTICLE 32 – Contestation – Election de domicile**

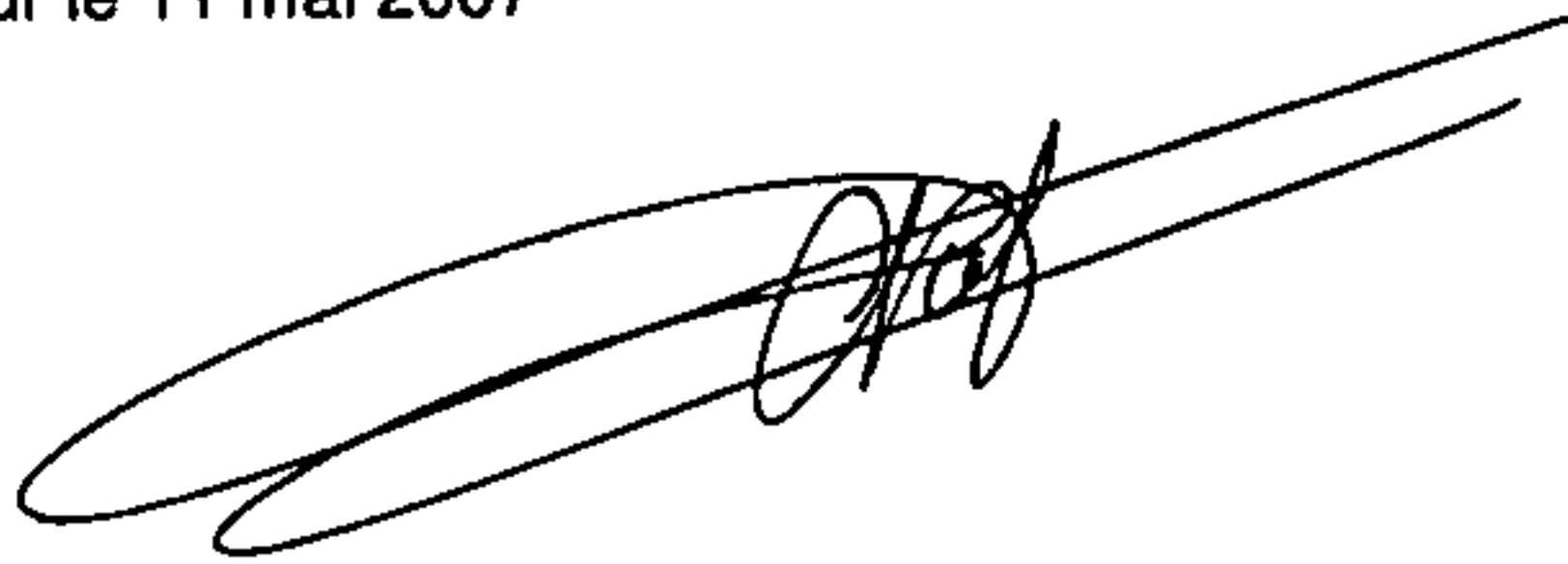
Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation soit entre les actionnaires et la société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de grande instance du lieu du siège social

+

Statuts mis à jour le 11 mai 2007

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' followed by a series of loops and a final vertical stroke.